

## Crise financière et crise économique

### Impacts sur les pays « en voie de développement »

Maurizio Vitullo

---

#### Introduction

Début 2008, les turbulences financières provoquées par l'effondrement du secteur immobilier et du crédit hypothécaire aux Etats Unis semblaient avoir épargnés les économies des pays émergents et des pays en voie de développement. L'illusion a été de courte durée. En quelques mois, la crise financière a ébranlé tous les pays et s'est transformée en crise économique et sociale mondiale. Une fois de plus, comme pour les crises climatiques, alimentaires et énergétiques, les pays les plus pauvres sont victimes de l'irresponsabilité du modèle de développement imposé par les pays riches et leurs institutions financières. Il revient donc à ces derniers (à commencer par les Etats-Unis) d'assumer les coûts financiers de la sortie de crise et de réparation, y compris pour les pays en voie de développement. Nous pouvons identifier des impacts à plusieurs niveaux.

#### Impact sur le marché du travail

En 2007, le marché de l'emploi mondial compte 3 milliards de personnes de plus de 15 ans, au travail. Le nombre de travailleurs sans emploi est estimé à 190 millions. Le marché du travail mondial est caractérisé par un niveau de pauvreté très élevé et des inégalités sociales insoutenables. 486 millions de travailleurs (et leur famille) survivent avec moins de 1 dollar US par jour. Un milliard trois cents millions de travailleurs (et leur famille) se contentent d'un salaire journalier inférieur à deux US dollars. En d'autres termes, 40 pour cent de la main-d'œuvre mondiale est exploitée et vit dans la pauvreté extrême.

La crise actuelle a une incidence sur :

1. **Le ralentissement de la croissance mondiale.** Pour les pays en voie de développement, le taux de croissance pourrait fléchir de 6,4% à 4,5%<sup>1</sup>. Cette

---

<sup>1</sup> Selon les estimations de la Banque mondiale, une baisse de 1% du taux de croissance plonge environ 20 millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

évolution se traduira par une augmentation substantielle du nombre de travailleurs sans revenu et de travailleurs vulnérables. Les femmes et les jeunes figurent parmi les catégories de travailleurs les plus touchés. Ces effets, combinés à la crise alimentaire, plongeront des centaines de millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté.

2. **La généralisation de l'économie informelle** qui 'emploie' déjà dans les pays pauvres plus de 80% de travailleurs et l'affaiblissement des systèmes de protection sociale (dégradation notable des conditions de travail, des salaires, des systèmes de protection sociale et des droits syndicaux).
3. **L'intensification des tensions sur les salaires.** Après une décennie marquée par une croissance soutenue, la part des revenus du travail (et des prestations sociales) dans le produit intérieur brut n'a cessé de décliner. 2009 poursuivra ce déclin. Les inégalités entre les salaires les plus bas et les plus élevés continueront d'augmenter, provoquant de part le monde de fortes tensions sociales et des mouvements de protestations populaires.
4. **L'intensification des mouvements des travailleurs** (travailleurs migrants) au sein des pays, entre les pays/régions et entre les continents.
5. **La diminution significative des exportations et des cours des produits de base** et donc sur les revenus liés aux exportations de ces produits aura un impact négatif sur le nombre et la qualité des emplois liés à ses secteurs d'activité.

- *Augmenter la part des salaires dans le PIB (négociation collective via le BIT, les Conseils d'entreprises européens, les accords cadres internationaux, les CE d'entreprises...)*
- *Demander à la Belgique qu'elle ratifie la Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants*
- *Promouvoir et renforcer les mesures qui protègent les travailleurs vulnérables en garantissant le financement de la protection sociale pour tous et assurant des programmes de reconversion et de formation professionnelles ciblés sur les jeunes, les femmes et les travailleurs de l'économie «informelle».*

### **Impact sur le financement du développement (Aide public au développement)<sup>2</sup>**

La crise financière touche directement les économies des principaux pays donateurs (Etats Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni, Japon et Belgique<sup>3</sup>). La diminution du volume de l'aide publique au développement, déjà perceptible en 2006 (de 0,31 à 0,28) risque de s'amplifier suite aux nombreuses pressions budgétaires qui pèsent aujourd'hui sur la confection des budgets de l'APD.

La contraction de l'aide publique au développement aura des effets néfastes directs et immédiats sur l'état des finances publiques et donc sur les investissements dans les infrastructures et services publics, dans l'éducation, les soins de santé, le logement et l'accès aux ressources naturelles. Ce sont les pauvres qui en seront les premières victimes.

- *Les engagements pris par les pays donateurs doivent être maintenus.*

<sup>2</sup> L'APD se compose principalement de prêts (concessionnels) et de dons.

<sup>3</sup> La Belgique a consacré, en 2007, 1,9 milliard USD soit 0,43% de son revenu national brut.

- *Le calendrier précis pour atteindre l'objectif des 0,7% en 2010 doit être adopté de manière contraignante et irréversible.*
- *Allouer l'APD au financement de l'infrastructure et de l'économie afin de créer des emplois productifs et décents.*

## **Impact sur le financement des Objectifs du millénaire**

Sa mise en œuvre nécessite un apport financier annuel estimé à environ 100 milliards USD, soit le montant total de l'aide publique au développement fournie actuellement par les pays membres du Comité d'Aide au Développement (OCDE). Aucun des objectifs ne sera atteint pour 2015. Le manque de volonté politique se conjugue à la faiblesse des moyens financiers dégagés. Les montants nécessaires pour les OMD restent faibles en comparaison des sommes dépensées, par les gouvernements des pays riches, pour faire face à la crise financière.

Ici aussi, le financement des OMD risque d'être victime des compressions des dépenses publiques et de passer discrètement à la trappe à finances.

- *Renforcer l'aide consacré à la santé et à l'éducation.*
- *Engager un volume de financement plus imposant sur l'amélioration de l'infrastructure économique et sur l'augmentation des revenus et sur la création d'emplois productifs et décents.*
- *Contrôler le commerce des armes et diminuer les budgets militaires (les budgets de sécurité et défense).*

## **Impact sur la dette**

Les montants totaux des créances du Club de Paris<sup>4</sup>, hors intérêts de retard, s'élève à 330,2 milliards de dollars. La dette extérieure publique pour l'ensemble des pays en voie de développement est estimée à 1.350 milliards de dollars (moins de 2% des créances mondiales). Le poids de la dette asphyxie les finances publiques et saigne les populations. Pour assurer leur capacités de remboursement, les pays endettés se voient imposer des conditionnalités macro-économiques, basées sur une contraction des dépenses de l'Etat aux dépens des services publics, de l'éducation et de la santé ; la privatisation et une production orientée vers le marché extérieur (au détriment des besoins des populations nationales).

- *L'annulation de la dette des PED est une des mesures fondamentales pour lutter contre les inégalités et la pauvreté à la condition que le montant soit investit dans l'éducation et le développement.*
- *L'annulation des créances belges sur les PED.*
- *Demander un audit sur l'ensemble des créances belges et identifier les dettes illégitimes et odieuses (exemple de la Norvège).*

## **Impact sur le commerce et les flux des capitaux privés (Investissements Directs Etrangers et fonds des migrants)**

---

<sup>4</sup> Le Club de Paris regroupe 19 pays des plus importants pays créanciers dont la Belgique.

Si l'on met dans la balance l'ensemble des flux financiers : l'APD, les IDE, le remboursement de la dette, les envois des fonds des travailleurs migrants vers les pays d'origine, le rapatriement des bénéficiaires et les flux illicites (fraudes fiscales, douanières), on constate que la majorité des flux chemine des pays du sud vers les pays du nord (inversion des flux).

Par ailleurs, la libéralisation du commerce et l'investissement de capitaux privés n'ont pas dynamisé les économies des pays pauvres. Elles n'ont eu qu'un impact limité sur la création d'emplois productifs et décents. Les bénéfices colossaux engendrés par l'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre sont rapatriés vers 'la métropole' (et paradis fiscaux) et pas investis dans l'amélioration des infrastructures et des conditions de vie des populations du sud. L'absence d'un système fiscal opérant et de capacité de contrôle (tant au niveau national qu'au niveau multilatéral) facilitent la fuite des capitaux et des flux sortant illicitement<sup>5</sup> (voir paradis fiscaux et autre ingénierie fiscale). D'un côté, les accords de partenariat économique et les accords bilatéraux d'investissement organisent la dérégulation et officialisent dans les textes l'impuissance des Etats. De l'autre, les zones franches permettent aux entreprises et transnationales d'échapper légalement à tout contrôle fiscal et social. Dans le contexte de crise de liquidité, les transnationales renforceront certainement les mécanismes financiers permettant le rapatriement des bénéficiaires, l'évasion fiscale et la fuite des capitaux.

La crise financière aura un impact négatif sur la croissance des exportations (le ralentissement du commerce mondial est estimé à 2.5% pour 2009), sur les cours des produits de base et donc sur les revenus liés aux exportations de ces produits, sur les flux d'investissements privés et sur l'accès aux lignes de crédit.

- *Octroi de crédit à l'exportation moyennant le respect de clauses sociales et environnementales par les firmes bénéficiaires.*
- *Introduire, sous forme contraignante, les principes directeurs de l'OCDE dans les accords bilatéraux sur les investissements signés par la Belgique (investissement socialement responsable).*
- *Introduire les principes directeurs de l'OCDE dans les conditionnalités de l'octroi des crédits à l'exportation (AWEX, Sofinex, Finexpo, SBI et BIO) et des assurances crédit à l'exportation (Ducroire) (pour les maisons-mères, filiales et sous-filiales).*
- *Interdire toute implantation dans les zones franches*

## **Impact sur l'Etat**

Pendant plusieurs années, la bonne gouvernance a été synonyme de «réduction du rôle des pouvoirs publics». Les Institutions financières internationales ont prôné le laisser-faire et confiné l'Etat à ses fonctions régaliennes (avec une prédominance pour la sécurité intérieure et le contrôle des frontières).

La crise financière a réhabilité l'Etat dans son rôle d'agent régulateur sur les marchés financiers. Pour sortir de la crise, les pays pauvres doivent mettre fin aux politiques de déréglementation, de privatisation et de libéralisation. En recouvrant leur souveraineté nationale, ils retrouveront une marge d'action afin :

- *d'intervenir sur les marchés financiers,*

<sup>5</sup> Ces flux représenteraient un volume financier annuel entre 500 et 800 milliards de dollar.

- *de nationaliser les entreprises qui se livrent au pillage des ressources naturelles,*
- *de contrôler les flux financiers entrants et sortant,*
- *de mettre en place une fiscalité permettant de taxer les bénéfices des Transnationales et donc de financer les services publics,*
- *de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale,*
- *de renforcer la législation du travail et la législation sociale au niveau national et sous-régional,*
- *de renforcer l'inspection du travail et l'inspection sociale,*
- *de développer des économies locales et régionales créatrices d'emplois durables et décents,*
- *de mettre en place des tribunaux du commerce et des tribunaux du travail,*
- *de déclarer hors-la-loi les zones franches,*
- *de rétablir la souveraineté alimentaire.*

## **Impact sur la crise alimentaire**

Les récentes hausses des prix agricoles ont provoqué une crise alimentaire généralisée dans le monde en développement. Elles devraient pousser quelque 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. Contrairement aux pays riches où la part de l'alimentation dans les revenus se situe entre 10 et 20%, elle atteint 60 à 90% dans les pays en développement. Cette situation a conduit à des émeutes de la faim dans de très nombreuses régions du monde.

Sous la pression des faits, la Banque mondiale a été amenée à opérer un changement de cap radical en prônant un investissement dans l'agriculture vivrière. C'est exactement le contraire des politiques qu'elle défendait, comme l'OMC, jusqu'à présent (exportation des produits de rente, libre échange absolu). Cependant, la simultanéité des crises alimentaire et financière a donné lieu à une nouvelle stratégie d'accaparement des terres agricoles par des groupes étrangers transnationaux privés et à une ruée sur l'acquisition des surfaces arables en vue d'y développer de nouvelles productions de l'agro-industrie ou des biocarburants (secteur qui attire les fonds spéculatifs à la recherche de valeurs sûres). Deux motivations sont ici en action : la volonté de certains Etats de garantir à leur population une souveraineté alimentaire au départ de productions extérieures et la recherche de nouveaux débouchés pour des liquidités qui fuient l'instabilité des marchés financiers. Les terres arables deviennent ainsi de nouveaux actifs stratégiques compte tenu de la hauteur des prix alimentaires et la faiblesse des prix fonciers. Nous sommes devant une nouvelle forme de colonialisme foncier se développe sur les ruines des politiques d'ajustement structurel menées par les « grandes » institutions financières internationales mais également par l'Organisation mondiale du commerce.

- *Mettre l'agriculture vivrière au cœur des politiques de développement.*
- *En période de crise économique, l'agriculture est le dernier secteur qui peut encore fournir du travail.*

## **Conclusion**

Le capitalisme, comme système d'organisation économique et sociale de la société, est inefficace et assassin. La mise en œuvre progressive d'un « libre-échange » dogmatique

en deux décennies a accentué significativement les inégalités et la pauvreté dans le monde. Les pays pauvres n'ont pas contribué à la crise financière. Ils en seront néanmoins les plus meurtris. L'idéologie de la croissance effrénée a provoqué des déséquilibres mondiaux intenable. L'objectif n'est pas simplement d'éviter la récession mondiale ou de rétablir la confiance par quelques mesures de régulation du système bancaire et financier. Notre ambition doit être à la mesure de la débâcle du modèle libéral. Mettre tout en œuvre pour refonder un modèle de développement multilatéral coordonné et concerté qui s'inscrive dans le respect du travail décent et des droits fondamentaux. ■